

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200402]

25 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers et l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 accordant la possibilité d'un défraiement pour l'évacuation et le transport vers le centre de collecte des sangliers abattus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine

Le Gouvernement,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, les articles 7, § 1^{er}, et 10, modifiés par les décrets du 14 juillet 1994, du 16 février 2017 et du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 accordant la possibilité d'un défraiement pour l'évacuation et le transport vers le centre de collecte des sangliers abattus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018 et du 11 janvier 2019;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 janvier 2019;

Vu le rapport du 23 janvier 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que l'installation de nouvelles clôtures à l'ouest de la zone d'observation renforcée et dans l'extension de la zone tampon, décidée par le Gouvernement le 11 janvier 2019, définit aujourd'hui des zones entièrement clôturées et permet d'envisager l'utilisation de chiens de courte quête sans craindre que ceux-ci ne provoquent des déplacements trop importants de sangliers;

Considérant que l'utilisation des chiens peut renforcer l'efficacité des battues de destruction des sangliers;

Considérant que l'éradication des sangliers dans les zones en question est un objectif prioritaire afin d'y créer une forme de vide sanitaire, indispensable pour endiguer la maladie;

Considérant que cet objectif doit être rencontré avant les naissances prochaines dans la population de sangliers;

Considérant par ailleurs que, pour accélérer l'élimination des sangliers dans la zone tampon, il s'indique de compléter le piégeage par des tirs dans les endroits où la maladie est devenue moins active;

Considérant que les chasseurs peuvent dès à présent contribuer à ces tirs et à l'acheminement des animaux tirés vers le centre de collecte de Virton en respectant les conditions de biosécurité;

Considérant que, dans ces conditions, il est légitime qu'ils puissent également bénéficier d'un défraiement pour l'évacuation des cadavres de sangliers vers le centre de collecte de Virton tel que prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 et réservé jusqu'ici uniquement à la zone d'observation renforcée et à la zone de vigilance;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 accordant la possibilité d'un défraiement pour l'évacuation et le transport vers le centre de collecte des sangliers abattus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine, est complété par un 5^o et un 6^o rédigés comme suit :

« 5^o Zone noyau : zone opérationnelle telle que définie à l'article 1^{er}, 4^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine;

6^o Zone tampon : zone opérationnelle telle que définie à l'article 1^{er}, 5^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine ».

Art. 2. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 accordant la possibilité d'un défraiement pour l'évacuation et le transport vers le centre de collecte des sangliers abattus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine, les mots « la zone noyau, la zone tampon ou » sont insérés entre les mots « les sangliers abattus dans » et les mots « la zone d'observation renforcée ».

Art. 3. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers est complété par un 9^o rédigé comme suit :

« 9^o chien de courte quête : chien leueur qui a pour fonction de trouver, de débusquer le gibier recherché sans le poursuivre sur de longue distance. ».

Art. 4. L'article 9, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers est complété par un 7^o rédigé comme suit :

« 7^o de chiens de courte quête. ».

Art. 5. Dans l'article 9 du même arrêté, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 6. Dans l'article 11, alinéa 3, du même arrêté, les mots « en entier » sont insérés entre les mots « les cadavres » et les mots « vers un centre de collecte ».

Art. 7. L'article 19, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété par un 7^o rédigé comme suit :

« 7^o de chiens de courte quête. ».

Art. 8. L'article 19 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Concernant le 7^o, l'utilisation de chiens de courte quête est permise uniquement dans les parties de la zone d'observation renforcée entièrement délimitées par des clôtures. Elle est soumise à l'information préalable du chef de cantonnement territorialement compétent, qui peut en fixer les conditions s'il le juge nécessaire. ».

Art. 9. Dans l'article 22, alinéa 2, du même arrêté, les mots « en entier » sont insérés entre les mots « les cadavres » et les mots « vers un centre de collecte ».

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa signature.

Art. 11. Le Ministre de la Nature et de la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 janvier 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/200402]

25. JANUAR 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018, durch den die Möglichkeit einer Unkostenvergütung für die Beseitigung der Wildschweine, die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erlegt wurden, und ihren Transport zur Sammelstelle gewährt wird

Die Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, Artikel 7 § 1 und 10, abgeändert durch die Dekrete vom 14. Juli 1994, vom 16. Februar 2017 und vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018, durch den die Möglichkeit einer Unkostenvergütung für die Beseitigung der Wildschweine, die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erlegt wurden, und ihren Transport zur Sammelstelle gewährt wird, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2018 und vom 11. Januar 2019;

Aufgrund der am 23. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 24. Januar 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 23. Januar 2019;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass durch die von der Regierung am 11. Januar 2019 beschlossene Errichtung neuer Zäune westlich der verstärkten Beobachtungszone und in der Erweiterung der Pufferzone nunmehr vollständig eingezäunte Gebiete vorhanden sind, was wiederum ermöglicht, den Einsatz von unter der Flinte suchenden Hunden in Betracht zu ziehen, ohne zu befürchten, dass er zu übermäßigen Bewegungen der Wildschweine führt;

In der Erwägung, dass der Einsatz von Hunden dazu beitragen kann, die Effizienz von Treibjagden zur Vernichtung der Wildschweine zu verbessern;

In der Erwägung, dass die Vernichtung der Wildschweine in den betreffenden Zonen ein vorrangiges Ziel ist, um dort eine seuchenfreie Zone zu schaffen, die für die Eindämmung der Krankheit unerlässlich ist;

In der Erwägung, dass dieses Ziel vor den nächsten Geburten in der Wildschweinbeständen erreicht werden muss;

In der Erwägung, dass es zur Beschleunigung der Vernichtung von Wildschweinen in der Pufferzone empfehlenswert ist, in Gebieten, in denen die Krankheit weniger aktiv geworden ist, das Anlegen von Fallen durch Abschüsse zu ergänzen;

In der Erwägung, dass die Jäger ab sofort ihren Beitrag zu diesen Schießen und zu dem Transport der geschossenen Tiere zur Sammelstelle in Virton unter Einhaltung der Biosicherheitsbedingungen leisten können;

In der Erwägung, dass es unter diesen Bedingungen legitim ist, dass ihnen ebenfalls eine Unkostenvergütung für den Transport der erlegten Wildschweine zur Sammelstelle in Virton gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018 gewährt wird, die bisher ausschließlich in der verstärkten Beobachtungszone und der Wachsamkeitszone gewährt wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018, durch den die Möglichkeit einer Unkostenvergütung für die Beseitigung der Wildschweine, die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erlegt wurden, und ihren Transport zur Sammelstelle gewährt wird, wird durch die Ziffern 5 und 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

5° Kernzone: das in Artikel 1 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen definierte Einsatzgebiet;

6° Pufferzone: das in Artikel 1 Ziffer 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen definierte Einsatzgebiet."

Art. 2 - In Artikel 2 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018, durch den die Möglichkeit einer Unkostenvergütung für die Beseitigung der Wildschweine, die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erlegt wurden, und ihren Transport zur Sammelstelle gewährt wird, wird die Wortfolge "die in der verstärkten Beobachtungszone erlegten Wildschweine" durch die Wortfolge "die in der Kernzone, der Pufferzone oder der verstärkten Beobachtungszone erlegten Wildschweine" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen wird durch eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"9° unter der Flinte suchender Hund: Stöberhund, dessen Aufgabe es ist, das gesuchte Wild zu suchen und aufzustöbern, ohne es dabei über weite Strecken zu verfolgen."

Art. 4 - Artikel 9 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 30 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen wird durch eine Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"7° unter der Flinte suchenden Hunden."

Art. 5 - In Artikel 9 desselben Erlasses wird Absatz 3 aufgehoben.

Art. 6 - In Artikel 11 Absatz 3 desselben Erlasses wird zwischen die Wortfolge "die Tierkörper" und die Wortfolge "in eine von der Verwaltung bezeichnete Sammelstelle" das Wort "ganz" eingefügt.

Art. 7 - Artikel 19 Absatz 1 desselben Erlasses wird durch eine Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"7° unter der Flinte suchenden Hunden."

Art. 8 - Artikel 19 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Was die Ziffer 7 betrifft, so ist die Verwendung von unter der Flinte suchenden Hunden nur in den Teilen der verstärkten Beobachtungszone zulässig, die vollständig eingezäunt sind. Der örtlich zuständige Forstamtleiter ist vorab darüber zu informieren. Wenn er es für notwendig hält, kann dieser die entsprechenden Bedingungen festlegen."

Art. 9 - In Artikel 22 Absatz 2 desselben Erlasses wird zwischen die Wortfolge "die Tierkörper" und die Wortfolge "in eine von der Verwaltung bezeichnete Sammelstelle" das Wort "ganz" eingefügt.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass wird am Tag seiner Unterzeichnung wirksam.

Art. 11 - Der Minister für Natur und ländliche Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Januar 2019

Für die Regierung;
Der Minister-Präsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/200402]

25 JANUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen en van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 tot toekenning van een mogelijkheid tot kosteloosstelling voor het af- en vervoeren van wilde zwijnen, afgeschoten in het kader van de bestrijding van de uitbreiding van Afrikaanse varkenspest, naar het inzamelingscentrum

De Regering,

Gelet op de wet van 28 februari 1882 op de jacht, inzonderheid op artikel 7, § 1, en 10, gewijzigd bij de decreten van 14 juli 1994, 16 februari 2017 en 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 tot toekenning van een mogelijkheid tot kosteloosstelling voor het af- en vervoeren van wilde zwijnen, afgeschoten in het kader van de bestrijding van de uitbreiding van Afrikaanse varkenspest, naar het inzamelingscentrum, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 20 december 2018 en 11 januari 2019;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 januari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 januari 2019;

Gelet op het rapport van 23 januari 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, door het plaatsen van nieuwe omheiningen aan de westkant van het versterkte observatiegebied en in de uitbreiding van het buffergebied, op 11 januari 2019 besloten door de Regering, heden volledig omheinde gebieden zijn vastgelegd, waardoor overwogen kan worden om voorstaande jachthonden in te zetten zonder te moeten vrezen dat de wilde zwijnen zich daardoor te ver verplaatsen;

Overwegende dat de inzet van de honden de doeltreffendheid van de drijfjachten voor de vernietiging van de wilde zwijnen kan versterken;

Overwegende dat de uitroeiing van de wilde zwijnen in gebieden waarvan sprake een prioritair doel is om te voorzien in een vorm van sanitair vacuüm dat onontbeerlijk is om de ziekte in te dijken;

Overwegende dat dit doel verwezenlijkt moet worden voor de komende geboortes in de wilde zwijnenpopulatie;

Overwegende dat het overigens, om een versnelde uitschakeling van wilde zwijnen in het buffergebied mogelijk te maken, aangewezen is het uitzetten van vallen aan te vullen met schoten op de plaatsen waar de ziekte minder actief is geworden;

Overwegende dat de jagers vanaf nu reeds tot deze schoten kunnen bijdragen, en tot de afvoer van de afgeschoten dieren naar het inzamelcentrum van Virton met naleving van de bioveiligheidsvoorwaarden;

Overwegende dat het in die voorwaarden verantwoord is dat ze eveneens in aanmerking komen voor een kosteloosstelling voor de afvoer van de wilde zwijnenkadavers naar het inzamelcentrum van Virton zoals bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018, wat tot nu toe enkel voorbehouden was voor het versterkt observatiegebied en het waakzaamheidsgebied;

Op de voordracht van de Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 tot toekenning van een mogelijkheid tot kosteloosstelling voor het af- en vervoeren van wilde zwijnen, afgeschoten in het kader van de bestrijding van de uitbreiding van Afrikaanse varkenspest, naar het inzamelingscentrum wordt aangevuld met een 5° en een 6°, luidend als volgt:

“5° kerngebied : operationeel gebied, zoals omschreven in artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen;

6° buffergebied : operationeel gebied, zoals omschreven in artikel 1, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen.”.

Art. 2. In artikel 2, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 tot toekenning van een mogelijkheid tot kosteloosstelling voor het af- en vervoeren van wilde zwijnen, afgeschoten in het kader van de bestrijding van de uitbreiding van Afrikaanse varkenspest, naar het inzamelingscentrum worden de woorden “in het kerngebied, in het buffergebied of” ingevoegd tussen de woorden “wilde zwijnen die” en de woorden “in het versterkte observatiegebied gedood zijn”.

Art. 3. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen wordt een 9° toegevoegd, luidend als volgt:

“9° voorstaande jachthond : drijvende hond die het wild opspoot en opjaagt zonder het over een langere afstand te achtervolgen.”.

Art. 4. Artikel 9, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt :

“7° voorstaande jachthonden.”.

Art. 5. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt het derde lid opgeheven.

Art. 6. In artikel 11, derde lid, van hetzelfde besluit wordt het woord “gehele” ingevoegd tussen het woord “de” en het woord “kadavers”.

Art. 7. Artikel 19, lid 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt :

“7° voorstaande jachthonden.”.

Art. 8. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Wat 7° betreft, is de inzet van voorstaande jachthonden enkel toegelaten in de volledig omheinde delen van het versterkte observatiegebied. Daarvoor dient vooraf de territoriaal bevoegde houtvester te worden ingelicht, die, als hij dit nodig acht, dienovereenkomstige voorwaarden kan vaststellen.”.

Art. 9. In artikel 22, tweede lid, van hetzelfde besluit worden het woord “gehele” ingevoegd tussen het woord “de” en het woord “kadavers”.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 11. De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 25 januari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200343]

21 DECEMBRE 2018. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 45 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, les articles 23, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par les lois du 29 février 1984 et du 18 juillet 1990, et 47, remplacé par la loi du 9 juillet 1976;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, l'article 45, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017;

Considérant la convention-cadre entre la Région et l'Agence Wallonne pour la Sécurité Routière fixant les missions de l'Agence, approuvée par le Gouvernement wallon le 20 décembre 2018;

Considérant qu'il convient de confier l'appréciation de l'aptitude à conduire des conducteurs ou des candidats-conducteurs souffrant d'une diminution des aptitudes fonctionnelles à un centre spécialisé et doté du matériel nécessaire;